

DOSSIER :

Vues
sur la villeL'urbanisme sécuritaire
De la ville bunkérisée à
la ville passante

Sommaire

EN VUE 2

**Urbanisme sécuritaire:
de nouvelles frontières
qui alimentent le sentiment
d'insécurité**

DOSSIER 5

**Une police de proximité pour
lutter contre le sentiment
d'insécurité dans les villes
majeures de Suisse**

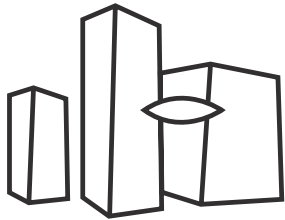
BONNES
PRATIQUES 9

PRE-VUES 10

Le sentiment d'insécurité est sorti, depuis quelques années, de son registre sémantique initial, celui des brutalités et des dommages infligés volontairement à des personnes et à leurs biens, pour s'élargir à un ensemble d'actes d'incivilité de plus en plus ressentis comme insupportables. Il s'installe principalement là où une menace devient perceptible et où l'aide est improbable. Il est aussi relayé, amplifié et mis en récit par les médias. Fait divers et légende urbaine convergent ainsi l'un vers l'autre. Réelle, perçue ou fantasmée, l'insécurité tend à stigmatiser le jeune délinquant, le toxicomane, le banlieusard ou encore l'étranger. Les slogans sécuritaires des campagnes électorales en Suisse et en Europe font aujourd'hui florès dans une surenchère dangereuse jouant sur le registre d'un imaginaire qui frôle trop souvent la discrimination sociale et la xénophobie. Ils participent ainsi des tensions et de la violence du monde urbain. L'idéologie sécuritaire se déploie alors, ici et là, dans une gamme d'équipements, de techniques et de services de plus en plus sophistiqués ayant charge de surveiller et punir. Les marchés de la peur sont lucratifs et novateurs. L'offre immobilière s'adapte à la nouvelle donne. L'urbanisme sécuritaire accompagne et renforce le mouvement. Il se réinvente ouvrant parfois la porte à la dérive.

Dans « *Defensible Space* », publié au début des années 1970, Oscar Newman avait déjà développé une transcription spatiale des réponses à apporter par l'urbanisme à la question de l'insécurité ou du sentiment d'insécurité. Il proposait ainsi d'organiser les secteurs d'habitat urbain en alvéoles orientées vers les entrées, de manière à créer des panoptiques de voisinage. Mais on était loin de la dérive actuelle des environnements urbains sécurisés. Clôtures de jardin et chiens de garde, sociétés de gardiennage, digicodes, copropriétés et *gated communities* à multiples degrés d'enclavement volontaire et d'enfermement programmé se diffusent un peu partout. Des vastes emprises résidentielles introverties, restrictives, accessibles à leurs seuls habitants tentent ainsi de répondre au souci sécuritaire, au désir d'entre-soi, d'un univers à soi, privatif, et à la demande d'évitement social, ethnique ou générationnel de différents groupes de population en général plutôt aisés. Inflation des préoccupations sécuritaires, individuation sélective du confort résidentiel et ségrégation urbaine vont souvent de pair. L'urbanité est alors mise entre parenthèses. Bunkérisée. Mortifiée.

Nietzsche avait raison. L'illusion, les fictions, les rêves sont nécessaires à la vie parce qu'il faut que la vie inspire confiance. Les sociétés urbaines suscitent à la fois la peur et le désir d'autrui, le repli et l'ouverture. Prétendre que l'urbanisme peut faire progresser les citoyens en sécurité et en humanité mériterait désormais une démonstration. Au risque de passer pour angélique on soutiendra avec David Mangin « *qu'un environnement de qualité, des espaces publics qui engagent l'usage et méritent le respect sont le début de la vraie sécurité* ». Certes, tous les quartiers du monde sont d'une manière ou d'une autre marqués par des regroupements affinitaires. Mais, la ville durable sera forcément une ville passante, hospitalière et accueillante dont l'édification reposera sur l'accessibilité et la gratuité d'espaces publics sécurisés parce que généreux, variés, partagés et ouverts à tous. L'état d'esprit n'y remplacera pas l'état de droit. Mais elle saura s'affranchir de la peur et de ses replis sécuritaires pour ouvrir le champ des possibles. L'urbanisme y deviendra moins un outil normatif de fabrication de cadres de vie sélectifs et restrictifs qu'un instrument de réappropriation collective du désir d'habiter. Ac



Urbanisme sécuritaire : de nouvelles frontières qui alimentent le sentiment d'insécurité

La diminution drastique du degré d'acceptation du risque au sein des sociétés post-industrielles (Patrick Peretti-Watel (2001) ainsi que la montée en puissance des discours sécuritaires par les politiciens, les médias et de nombreux autres acteurs influençant la production du territoire, a de plus en plus tendance à se matérialiser dans le paysage urbain. Systèmes de vidéo surveillance, éclairages intensifs, clôtures, murs et murets, digicodes, quartiers résidentiels ultrasécurisés, que ce soit dans les grandes villes ou dans certaines villes plus paisibles, qu'il s'agisse d'espaces publics ou privés, ces dispositifs ont tendance à structurer nos espaces et nos modes de vie quotidiens. Étonnamment, l'émergence et la croissance de ce type de structures urbaines s'explique difficilement par l'augmentation réelle de la délinquance. Le développement d'espaces sécurisés n'est significativement pas corrélé avec l'augmentation d'actes délictueux. Ce constat qui n'est pas nouveau, montre bien que le système causal d'émergence de ces formes est complexe. Cela est sans doute dû à la complexité des territoires et du phénomène de l'insécurité.

Les investigations du couple ville et insécurité ne datent pas de hier. Durant la deuxième moitié du siècle passé, un grand nombre de recherches concernant la thématique de l'insécurité urbaine se sont succédées. Les premières réflexions en la matière sont attribuées à Jane Jacobs. Dans son célèbre ouvrage « *Death and Life of Great American Cities* » de 1961, cette philosophe de l'architecture et de l'urbanisme développe deux concepts majeurs dans le but de répondre aux problèmes d'insécurité dans les villes. Ceux-ci sont « *the eye on the street* » et « *the territoriality* ». Le premier propose une sécurisation de l'espace en se basant sur l'activité de la rue. Des rues accueillant une activité importante, fréquentées durant une grande partie de la journée, avec des bâtiments ouverts sur la rue et des fenêtres donnant sur les espaces publics seraient plus sûres que des espaces peu fréquentés. La territorialité aiderait également à la sécurisation de certains lieux. En effet, la sécurité urbaine dépendrait en partie du facteur identitaire d'un territoire. Une personne défend et respecte un espace s'il arrive à se l'approprier et à s'identifier à celui-ci par des mécanismes d'appartenance et d'appropriation.

Dix ans après les thèses de Jacobs, Oscar Newman s'intéresse aux formes que pourraient prendre des espaces urbains afin d'être plus sûrs. Dans « *Defensible Space* » (1972), il développe un guide de bonnes pratiques urbanistiques afin de sécuriser des espaces à travers le design urbain. C'est cette œuvre qui est à l'origine de l'urbanisme sécuritaire. Il reprend le postulat

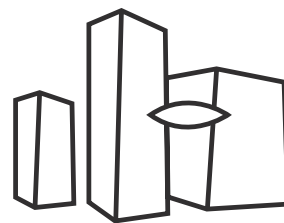
de Jacobs et émet la thèse que la planification et le design urbain peuvent réduire les incivilités dans les espaces urbains. Les formes urbaines doivent être conçues dans l'optique d'encourager la territorialité.

En 1980, le criminologue anglais Ronald V. Clarke s'inspire des travaux de Jacobs et de Newman pour développer le concept de « *situational prevention* », en français, la prévention situationnelle. Cette pratique vise à réduire les risques de phénomènes délictueux par la prévention, l'assistance et l'information aux victimes potentielles. Clarke part du principe qu'il faut considérer les espaces urbains comme des lieux à risques. Cette problématique doit être prise en compte à l'amont des projets. Un des exemples est que les infrastructures des espaces publics devraient être plus robustes afin de dissuader les éventuels actes de déprédation.

En 1982 James Q. Wilson et George L. Kelling publient dans « *The Atlantic Monthly* » un article intitulé « *Broken Window* ». Celui-ci expose le lien direct entre criminalité et sentiment d'insécurité. Les auteurs postulent que l'insécurité urbaine prédispose aux incivilités physiques et sociales. La théorie est la suivante : si une fenêtre n'est pas réparée peu de temps après qu'elle ait été cassée, les carreaux des autres fenêtres du même bâtiment ne tarderont pas à être cassés. Si une incivilité, n'est pas réprimée, elle risque d'entraîner une baisse du sentiment de sécurité. Cette incivilité conduit les résidents à se retirer des lieux publics.

La pensée qui continue à dominer la fabrication d'espaces sécurisés reste celle de la prévention situationnelle. Même si des chercheurs tels que Matthew B. Robinson (1996) et C. Ray Jeffery se sont intéressés aux effets psychiques induits par les infrastructures et les espaces sécurisés et que, depuis Jane Jacobs nous parlons du concept de territorialité, ces aspects ne semblent toujours pas être pris en considération lors de la conception de tels aménagements. Les réponses urbanistiques aux problèmes d'insécurité restent technicistes et radicales. La sécurité des villes continue à se produire par un traitement différencié des espaces urbains. Considérés comme la clé de résolution des problèmes d'insécurité, les microformes sécuritaires actuelles, se limitant pour la plupart à des fonctions de frontières physiques plus ou moins hermétiques, induisent des nombreux effets collatéraux sur les sociétés urbaines.

Questionner ces poches sécurisées consiste à s'intéresser aux causes d'émergence de tels environnements et aux conséquences et effets de celles-ci.



Comme dans la plupart des formes urbanistiques, nous pouvons identifier deux types d'effets induits par l'urbanisme sécuritaire : les effets escomptés, ceux voulus et qui tentent de répondre à une stratégie mise en place par un ensemble d'acteurs, et les effets non voulus, qui ne sont souvent pas prévisibles dû à la complexité de l'espace urbain. Chacun de ces deux effets peuvent être de natures différentes : de nature territoriale et physique ou de nature psychique.

L'effet territorial physique voulu répond logiquement aux problèmes d'insécurité par la conception de l'espace et par la mise en œuvre de dispositifs de sécurisation. Ceux-ci ont pour objectif de dissuader les actions délictueuses et d'empêcher physiquement l'accès aux individus ayant des mauvaises intentions. Ce résultat escompté semble être maîtrisé dans une certaine mesure. Plusieurs recherches ont montré qu'une partie des dispositifs visibles tels que les grillages, les remparts, les éclairages et les caméras de vidéosurveillance dissuadent les personnes ayant des mauvaises intentions de passer à l'acte. Mais ils ne font que repousser le problème. L'effet psychique recherché est de rassurer les individus. Le succès de ce dernier reste plus discutable.

Les conséquences non escomptées de ces formes sont plus nombreuses que leurs effets souhaités. Et, paradoxalement, celles-ci ont des effets pour la plupart négatifs sur les territoires. Ceux qui ressortent le plus souvent sont les suivants :

- Le mitage du territoire.

Les formes urbanistiques de type sécuritaires sont exclusives. Elles engendrent une marginalisation croissante de certaines franges de la population (en particulier les pauvres et les jeunes) perçues comme vecteurs de l'insécurité.

- Création de nouvelles frontières.

Elles sont également à l'origine de l'émergence d'un autre type de frontières. En effet, avec la mondialisation et la libre circulation des personnes, les frontières changent d'échelle et de nature. Les frontières administratives s'estompent alors que des nouvelles émergent au sein des villes et s'accroissent entre des espaces protégés par des dispositifs de sécurisation et des espaces non sécurisés.

- Restructuration des tissus urbains.

La ville se restructure en archipels d'espaces hermétiques. Ces pratiques urbanistiques forment une nouvelle structure de l'espace organisé en deux réseaux

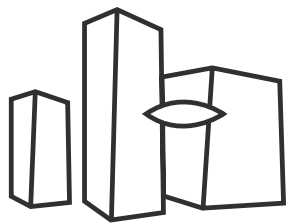
urbains qui se superposent mais qui ne se côtoient pas. Un réseau d'espaces sécurisés exclusifs et un réseau des territoires des exclus.

- Émergence de nouvelles marginalités.

Nous voyons alors émerger des nouvelles marges. Les aménagements sécuritaires tels qu'ils sont conçus dans les villes contemporaines sont à l'origine de l'émergence de nouveaux espaces marginalisés. En effet, l'éclairage crée des ombres et des pénombres, les caméras des angles morts et les barrières physiques des dehors. Ceux-ci peuvent devenir des espaces propices à la criminalité. Les dispositifs actuels ne font que déplacer les problèmes d'insécurité.

Les effets psychiques que peuvent induire des telles formes ont peu été étudiés. En effet, peu de chercheurs se sont intéressés aux mécanismes de perception et de cognition que déclenche l'urbanisme sécuritaire sur les citoyens. Même si les phénomènes de perception sont méthodologiquement difficiles à saisir, ils sont pourtant des facteurs essentiels à la compréhension de la qualité de vie et du bien-être des populations urbaines. Ceux-ci peuvent effectivement produire l'effet inverse à celui recherché. Les formes sécuritaires ont un pouvoir d'action puissant sur le psychisme des personnes. Certaines de ses infrastructures provoqueraient même l'effet inverse en alimentant le sentiment d'insécurité. Le fait de rendre l'insécurité visible, entraînerait un sentiment de méfiance. Amenant à penser que si des tels dispositifs existent c'est qu'il doit y avoir un risque d'être victime d'un acte délictueux, nous poussant alors à mieux nous protéger. Cette logique aurait un effet cumulatif : plus il y aurait d'infrastructures à vocation sécuritaires plus le sentiment d'insécurité augmenterait et plus il y aurait une demande forte envers des formes urbanistiques sécuritaires, et ainsi de suite. L. Pattaroni et Y. Pedrazzini vont même aller jusqu'à nommer l'urbanisme sécuritaire, « l'urbanisme de la peur » créant « des archipels de la peur ». Une partie de la violence des villes contemporaines provient des dispositifs de méfiance et d'enfermement, en raison des formes de mépris social qu'ils portent en eux et des expériences d'humiliation qu'il engendrent au quotidien (L. Pattaroni, Y. Pedrazzini, 2010).

La Suisse n'a bien évidemment pas été épargnée par la production de ce type de formes urbaines sécuritaires. Digicodes sur la plupart des entrées d'immeubles et quartiers entièrement vidéosur-



en vue

veillés, tel le cas du Flon à Lausanne, font aujourd'hui partie intégrante de paysage urbain suisse. Une autre forme de urbanisme sécuritaire plus courante dans les pays du sud commence à émerger dans nos contrées. Des quartiers résidentiels tout confort, ultrasécurisés, délimités brutalement par des murailles et des grilles, sous surveillance vidéo et des agents de sécurité privés voient le jour dans certaines communes suisses. Dans le canton de Vaud, deux quartiers calqués sur le modèle américain des « *gated communities* » (communautés fermées) ont déjà vu le jour. L'aspect intéressant de l'émergence de ces formes dans de tels pays, est que les mécanismes de production de ces espaces ne semblent pas répondre uniquement à des besoins sécuritaires. Les facteurs du vivre entre-soi et de la démarcation d'appartenance sociale paraissent primer sur les aspects sécuritaires. Pour l'instant les retombées/effets territoriaux de ces deux quartiers sont peu connus et le phénomène en reste restreint. En 2009, la Conseillère nationale Adèle Thorens proposait au Conseil fédéral une étude évaluant l'ampleur du phénomène des « *gated communities* » en Suisse et l'analyse des enjeux économiques, politiques, sociaux et environnementaux que poserait le développement de ces enclaves résidentielles fermées. L'étude devait également évaluer la conformité de ces espaces aux objectifs de la Confédération, notamment en matière d'aménagement du territoire. Les arguments avancés sont nombreux. Elle souligne que ce type de lotissement ne sont actuellement pas envisagés dans la législation et tire la sonnette d'alarme en soulignant que « *théoriquement* [ce de type de quartiers] *pourraient se développer de manière incontrôlée, alors que certains de leurs aspects semblent contredire toute une série de valeurs prônées par les collectivités publiques, certaines d'entre elles* [les valeurs] *figurant même dans des dispositions légales* ». Le Conseil fédéral refuse l'étude en mentionnant que « *la concentration de certaines couches de la population est un phénomène présent aussi bien à l'intérieur de frontières cantonales ou communales que dans le périmètre délimité par les agglomérations et les quartiers. La Confédération se préoccupe aujourd'hui déjà des problèmes qui en découlent* ». Le phénomène ne semble pas inquiéter la plus haute instance du pays.

Certes, ce phénomène est loin d'être aussi marqué qu'aux Etats-Unis ou que dans les pays d'Amérique Latine. Mais, une accélération de la multiplication de ce type d'espaces pourrait fortement influencer sur la qualité de vie de l'ensemble des citoyens. Il est donc important de le surveiller et de l'étudier de près. Ceci, afin de mieux comprendre les causes de son émergence et

les effets territoriaux induits dans une perspective de mieux répondre aux besoins des habitants et de travailler sur des formes urbanistiques symboliquement moins violentes.

Enfin, si c'est véritablement de sécurité qu'il s'agit, les acteurs de la production du territoire doivent réfléchir à des formes sécurisantes inclusives, basées sur des principes de visibilité, d'accessibilité, de territorialité, d'attractivité, de mixité et de qualité urbaine. Il est du ressort de ceux qui font la ville de préserver l'urbanité pour l'ensemble des habitants.

Il semble inévitable que les méthodes de sécurisation des espaces ne peuvent plus se concevoir sans l'intégration et la coordination des politiques publiques. Il également primordial de commencer à sensibiliser les autorités, les architectes, les urbanistes, les promoteurs et d'autres acteurs de l'espace urbain aux conséquences négatives que des telles formes peuvent causer. Fs

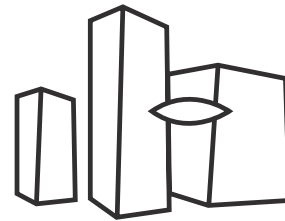
Bibliographie

Newman, O. (1972). *Defensible space. Crime prevention through urban design*. London : MacMillan.

Jacobs, J. (1961). *The Death and Life of Great American Cities*. New York : Random House.

Robinson, M. B. (1996). The Theoretical Development of 'CPTED': 25 Years of Responses to C. Ray Jeffery. *Advances in Criminological Theory* [en ligne], Vol. 8. Disponible sur : http://www.seattleluxury.com/encyclopedia/entry/crime_prevention_through_environmental_design (consulté le 06.05.2006).

Pattaroni, L., Pedrazzini, Y. (2010). Insécurité et ségrégation: refuser l'urbanisme de la peur. In: P. Jaquet, K. Pachauri, L. Tubiana (Eds.), *Regards sur la terre - L'annuel du développement durable* (pp. 231-240). Paris: Les Presses de Sciences Po. Les Presses.



Modélisation spatio-temporelle du sentiment d'insécurité dans 5 villes suisses

Christian Kreis, politologue, doctorant FNS aux Instituts de criminologie et de droit pénal et de géomatique et d'analyse du risque de l'Université de Lausanne

POURQUOI LA POLICE SE PRÉOCCUPE DU SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

La police de proximité est une nouvelle stratégie qui élargit la mission de la police, en partant d'une focalisation étroite et réactive par rapport à la criminalité, à un mandat de recherche de réponses créatives et proactives par rapport aux préoccupations de la collectivité, tels que la criminalité, le sentiment d'insécurité, les incivilités et la qualité de vie dans les quartiers (voir article de Julien Niklaus). L'accent que met la police de proximité sur la lutte contre les incivilités reflète les résultats des recherches scientifiques des années 1980 qui ont démontré qu'en milieu urbain, le sentiment d'insécurité est plus étroitement corrélé avec le désordre et les incivilités qu'avec le risque objectif de victimisation. De plus, il a été suggéré que le sentiment d'insécurité a une incidence néfaste sur le comportement des gens et leurs interactions sociales, si bien que les taux de criminalité effective pourraient s'en trouver augmentés. Selon la théorie du « carreau cassé » (broken windows), dans les quartiers où les bâtiments sont tagués ou délabrés et où les déchets traînent dans la rue, les habitants craignent pour leur sécurité personnelle, ont tendance à se retirer de l'espace public et à se cantonner dans leurs maisons sécurisées. Ce processus affaiblit sérieusement les mécanismes existants de contrôle social informel et ouvre davantage la porte aux incivilités, au vandalisme, et, à terme, à une délinquance plus sérieuse. Afin d'arrêter cette spirale du déclin, la police doit s'attaquer à toute une série d'activités qui ne relèvent pas du droit pénal et dont beaucoup étaient auparavant considérées comme ne relevant pas de son domaine de responsabilité.

Compte tenu de ce mandat élargi, l'évaluation de la police de proximité ne peut pas se limiter à une appréciation à l'interne des activités de maintien de l'ordre public sur la base de données traditionnelles telles que la rapidité des réponses aux appels d'urgences, les taux d'arrestations et les taux d'élucidation. Bien que ces critères traditionnels restent des indicateurs valables pour mesurer la performance policière, l'image qu'ils donnent reste incomplète. À l'ère de la police de proximité, la qualité de son travail doit être jugée en termes de satisfaction des citoyens, de qualité de vie dans les quartiers et de prévalence du sentiment d'insécurité.

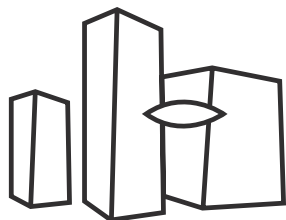
C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent projet de recherche qui fait partie d'un effort continu visant à évaluer les programmes de police de proximité dans

les cinq plus grandes villes de Suisse. Entre le milieu des années 1990 et le tournant du millénaire, les services de police des villes de Genève, Lausanne, Bâle, Berne et Zurich ont adopté des stratégies de police de proximité et, en accord avec cette philosophie, ont déclaré que la lutte contre les incivilités et le sentiment d'insécurité fait dès lors partie intégrante de leur mission. La présente étude utilise les logiciels de Système d'information géographique (SIG) pour analyser la distribution des indicateurs du sentiment d'insécurité, des incivilités, et de la satisfaction de la population avec la police à travers l'espace urbain des cinq agglomérations majeures au cours des deux dernières décennies.

MESURER LE SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

La tâche de mesurer le sentiment d'insécurité est loin d'être évidente. Des recherches criminologiques antérieures ont conceptualisé la peur du crime de quatre manières différentes : comme la préoccupation au sujet du crime, le risque de victimisation, la menace du crime, et les changements de comportement en réponse au crime. La dimension de la préoccupation indique dans quelle mesure les gens considèrent la criminalité comme un problème grave pour leur communauté ou la société. Le risque de victimisation se réfère à des jugements plus rationnels sur la probabilité de devenir soi-même victime d'un crime. Le troisième concept cognitif, la menace du crime, se focalise sur le potentiel de dommages que les gens craignent lors d'une victimisation. La dimension comportementale du sentiment d'insécurité se réfère aux changements de comportement que les gens adoptent afin de limiter le risque d'une attaque personnelle ou pour protéger leur domicile.

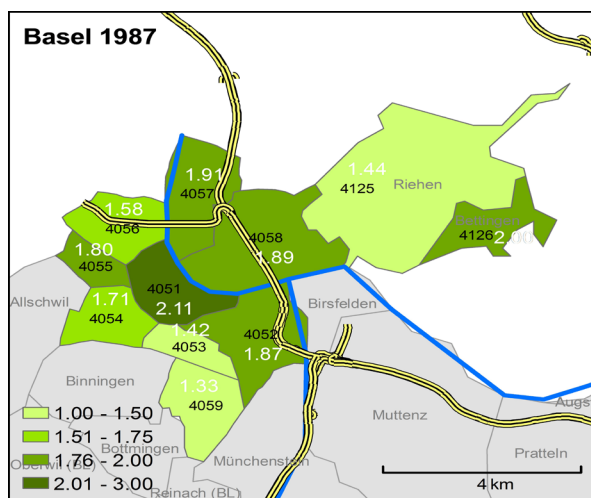
Les données de sondage utilisées pour cette étude proviennent du Swiss Crime Survey (SCS), une enquête de victimisation régulière à grande échelle qui a visé les habitants des cinq villes par téléphone à plusieurs reprises entre le milieu des années 1980 et 2005. Conçu avant tout pour mesurer la prévalence de la victimisation et la criminalité non-reportée, le SCS a toujours inclus plusieurs questions concernant le sentiment d'insécurité, les incivilités et la satisfaction avec la police et permet donc un suivi de plusieurs indicateurs clés de l'impact de la police de proximité. De plus, les bases de données du SCS ont toujours retenu le numéro du code postal de l'adresse de chaque répondant à l'enquête, que la présente étude utilise comme géo-référence pour les analyses spatiales.



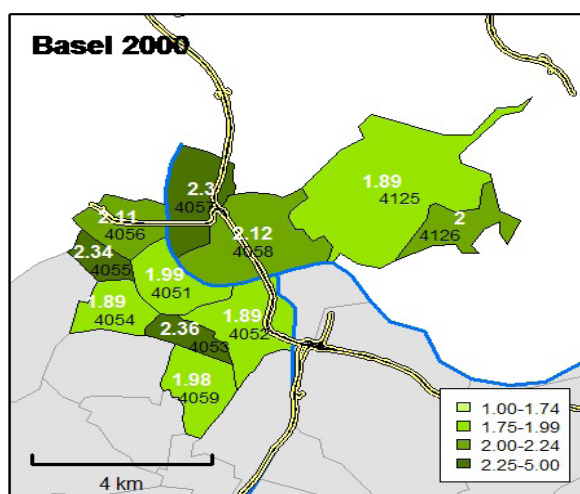
dossier

LOCALISER LE SENTIMENT D'INSECURITÉ À TRAVERS L'URBAIN

En utilisant les zones définies par les codes postaux en tant que quartiers urbains, des moyennes ou des pourcentages pondérés des différents indicateurs du sentiment d'insécurité, des incivilités et de la satisfaction de la population avec la police ont été calculés pour l'ensemble de l'échantillon de chaque quartier. Ces cartes des trois villes illustrent la distribution spatiale de ces valeurs.

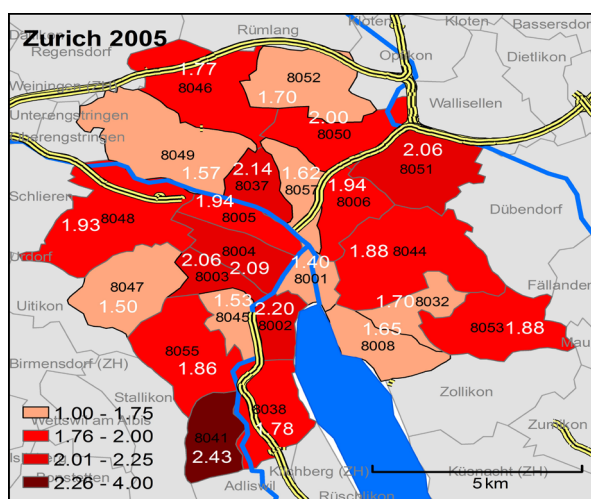


Source : Christian Kreis

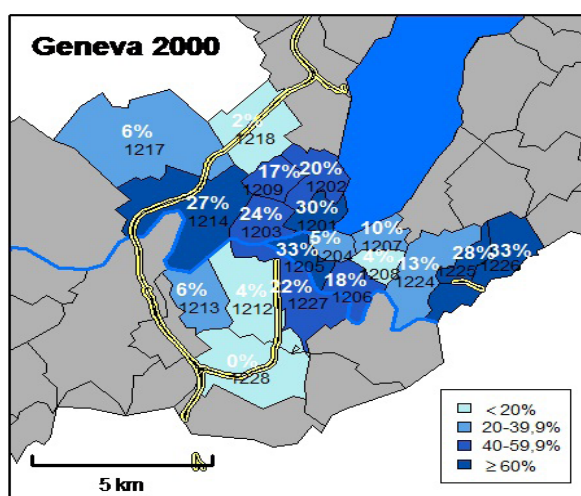


Source : Christian Kreis

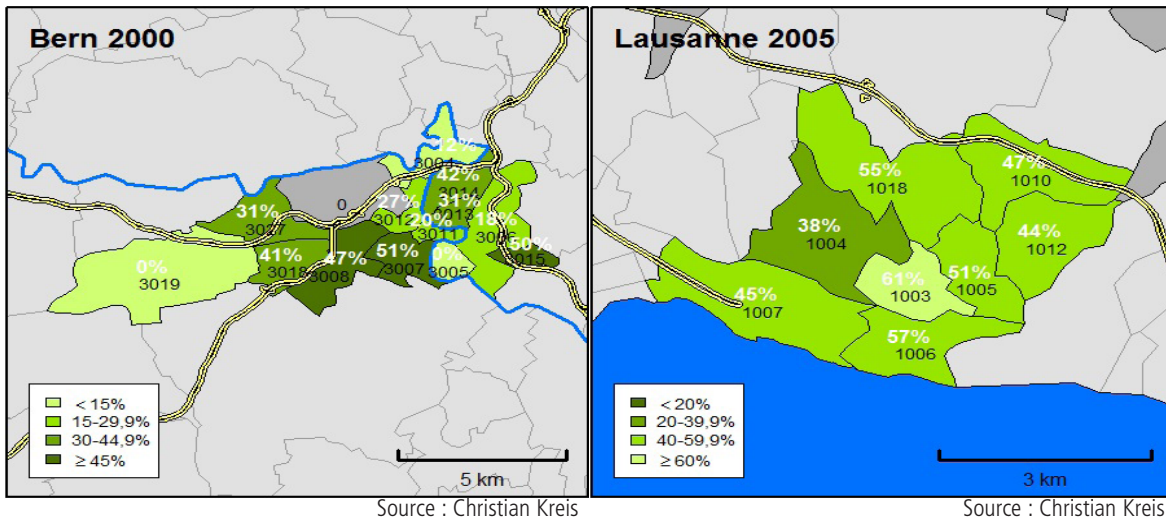
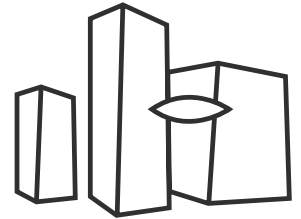
La moyenne des réponses par district de code postal sur le sentiment des gens lorsqu'ils se promènent seuls la nuit dans leur quartier d'habitation sur une échelle de 1 (très sûr) à 3 respectivement 5 (pas du tout sûr). A Bâle, en 1987, l'endroit où les gens se sentaient le plus insécurisés était le centre ville (CP 4051), tandis qu'en 2000, les quartiers les plus touchés par le sentiment d'insécurité se trouvaient plutôt à la périphérie de la ville. Les incivilités sont concentrées dans quelques quartiers plutôt urbanisés à Genève. Aucune tendance spatiale claire n'apparaît concernant la satisfaction de la population avec le travail de la police à Zürich.



Source : Christian Kreis



Source : Christian Kreis



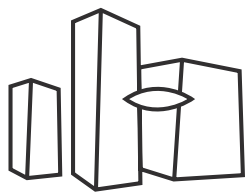
Pourcentage des répondants par district de code postal qui pensent que la probabilité que quelqu'un s'introduise dans leur habitation par effraction au cours des 12 prochains mois soit probable ou très probable en ville de Berne (à gauche). Pourcentage des répondants par district de code postal qui n'évitent pas volontairement certaines rues, certains endroits ou certaines personnes pour des raisons de sécurité lorsqu'ils se promènent seuls la nuit dans leur quartier d'habitation (à droite). Les centres-villes (CP 3011, 1003) sont nettement moins touchés par le sentiment d'insécurité que les quartiers à la périphérie.

Une analyse visuelle de ces cartes thématiques révèle que la distribution spatiale des différents indicateurs a varié considérablement au fil des deux décennies écoulées entre le premier et le dernier sondage du SCS. Pourtant, en ce qui concerne les trois indicateurs du sentiment d'insécurité, il y avait un thème récurrent: pendant la période d'étude, les niveaux du sentiment d'insécurité avaient tendance à diminuer dans les centres villes et à augmenter en même temps à la périphérie et dans les banlieues. Ce déplacement du sentiment d'insécurité des centres-villes vers la périphérie est devenu fort apparent pour l'indicateur de la menace du crime, à savoir le sentiment d'insécurité lorsqu'on se promène seul le soir dans son quartier d'habitation, pour les trois villes suisses alémaniques de Bâle, Berne et Zurich entre 1987 et 2000/2005. Pour les villes de Lausanne et Genève, pour lesquelles le laps de temps entre le premier et le dernier sondage était nettement plus court, la dynamique spatiale s'est avérée moins prononcée.

De même, si le sentiment d'insécurité était mesuré comme la perception du risque d'un cambriolage de son foyer, les quartiers où le plus grand nombre de personnes craignaient une victimisation se situaient à la périphérie des cinq plus grandes agglomérations vers la fin de la période d'étude, tandis que les

centres-villes montraient les niveaux de préoccupation les plus bas. Enfin, si le sentiment d'insécurité était mesuré comme le changement de comportement en réponse au crime, le pourcentage des gens qui disaient éviter certains endroits ou certaines personnes pour des raisons de sécurité était plus élevé dans les quartiers à la périphérie des cinq villes vers la fin de la période d'étude.

L'indicateur des incivilités, par contre, ne révèle pas des tendances spatiales aussi claires. Cela peut être dû en partie à des périodes d'observation plus courtes pour cette variable, qui n'a été introduite dans le SCS qu'en 1998. Néanmoins, une observation valide est que la plus forte concentration des incivilités se situe dans les centres-villes en particulier de Berne, Genève et Zurich, et dans une moindre mesure, de Bâle et de Lausanne. Les problèmes de désordre et d'incivilités sont apparus avant tout comme des phénomènes urbains qui ne touchent qu'un petit nombre de quartiers dans une même ville. Enfin, la distribution à travers l'espace de la satisfaction de la population avec la police s'est révélée encore moins parlante, de telle sorte que des tendances spatiales ont été beaucoup plus difficiles à discerner.



dossier

DE NOUVELLES PISTES A EXPLORER

Même si ces tendances spatio-temporelles paraissent intéressantes, certaines menaces quant à la validité des résultats ne peuvent pas être ignorées. La taille de l'échantillon est assez petite pour certains quartiers, et ces résultats devraient par conséquent être interprétés comme une indication plutôt qu'une preuve des tendances à long terme. Malgré ces inexactitudes, la présente étude a réussi à démontrer l'importance de la dimension spatiale pour une analyse approfondie du sentiment d'insécurité dans un milieu urbain.

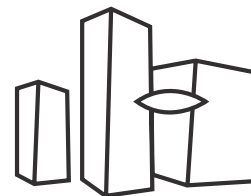
Ces résultats indiquent également de nouvelles pistes pour la recherche. Si le sentiment d'insécurité s'est déplacé des centres-villes vers les périphéries au cours des deux dernières décennies, et cette tendance peut être observée à travers les agglomérations majeures, il semble plausible que des facteurs qui s'appliquent au niveau régional ou national sont en jeu, qui contribuent au sentiment d'insécurité. De même, si les incivilités paraissent toucher les mêmes quartiers au fil du temps, cela vaut la peine de se demander pourquoi ces quartiers sont plus touchés. Enfin, s'il n'est pas possible d'observer des tendances spatiales claires concernant la satisfaction de la population avec le travail de la police, il se peut que des caractéristiques individuelles ou le souvenir d'une rencontre personnelle récente avec la police pèsent plus lourd sur l'opinion d'un répondant que ce qu'il se passe dans son environnement immédiat.

Les futures études sur ce sujet, contrairement à la présente recherche, devraient aussi inclure des indicateurs des taux de criminalité dans les différents quartiers. Dans l'idéal, une étude tiendrait compte de l'évolution des taux des délits mineurs et graves tant contre les biens que contre les personnes. Grâce à l'inclusion des taux de criminalité dans l'analyse, il serait possible d'évaluer le lien entre le niveau du sentiment d'insécurité et le risque objectif de victimisation. Une telle étude pourrait en même temps évaluer si, dans les villes suisses, il existe aussi des quartiers connaissant un phénomène connu dans la littérature sous le nom de « *reassurance gap* », à savoir un écart important entre la délinquance telle qu'elle est perçue par la population et telle qu'elle est enregistrée par la police. Ck

L'Allée des Tilleuls : le premier quartier sécurisé de Suisse Romande. Située dans la commune de Prilly, à la frontière de la commune de Jouxteins-Mézery, la copropriété abrite 33 appartements luxueux sur 3 bâtiments de 3 à 4 étages.

Crédit photographique: Federico Schiffrin





Sentiment d'insécurité et police de proximité

L'exemple de la police de proximité en ville de la Chaux-de-Fonds (NE)

Julien Niklaus,
sociologue et
anthropologue,
assistant diplômé et doctorant
à l'Idheap

L'évolution de la société (au sens large) a engendré, depuis plusieurs années, un « phénomène » préoccupant : le sentiment d'insécurité. Ce concept sociologique, à ne pas confondre avec l'insécurité vécue ou subie (due au fait d'avoir été personnellement victime), est subjectif et mouvant. Il évolue comme une rumeur ce qui lui confère un caractère quelque peu insaisissable. Le sentiment d'insécurité est à la fois immatériel, inconsistant et dépendant de l'âge, du sexe et de l'état de santé, mais également de la délinquance et des incivilités, de la perception du quartier de résidence ou encore de la perception et la représentation du travail policier, pour ne citer que ces exemples. Le sentiment d'insécurité est dès lors davantage du registre de la préoccupation citoyenne pour l'ordre moral, collectif et du bien-être sociétal. Pour tenter de trouver des réponses à ce « mal social », la police se (ré-)organise, à l'instar de la Police Neuchâteloise.

Ainsi, lors du processus de cantonalisation de la Police Neuchâteloise, où tous les corps policiers communaux et le corps cantonal se sont unifiés (exception faite de la Ville de Neuchâtel qui possède encore sa propre police communale), il a été décidé de mettre sur pied une police de proximité. Une telle police vise à s'adapter aux réalités micro-locales (au niveau du quartier) et à amoindrir les effets négatifs de distanciation que pourrait provoquer une centralisation de la police. Elle a pour mission de prévenir les infractions grâce notamment à sa présence sur le terrain et à la recherche de renseignements. Elle garantit l'ordre public ou interpelle les auteurs de crimes ou délits. La philosophie de cette police est une approche préventive et décentralisée dans l'optique de réduire le crime, le désordre et par extension le sentiment d'insécurité.

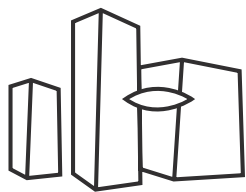
La Ville de La Chaux-de-Fonds (NE) a été pilote en matière de police de proximité (d'autres postes de proximité sont « disséminés » dans le canton) au sein de la police dite « unique ». Elle abrite le siège de la Police de proximité. Ainsi, les ordres et missions émanent d'une hiérarchie proche du terrain. Un découpage par quartiers ou zones de la ville a été pensé et dessiné et chaque secteur a été attribué à un (voire plusieurs) policier(s) de

proximité. De ce fait, le « proximier » connaît le quartier et ses habitants, s'intègre dans la vie du quartier, participe de la cohésion sociale et tente de résoudre les problèmes concrets que les résidents rencontrent. De par sa présence sur le terrain et ses contacts locaux, en trouvant des solutions à long terme et en favorisant les différents partenariats, notamment avec les habitants eux-mêmes, la police de proximité tente de faire baisser le sentiment d'insécurité qui est inhérent au monde urbain. De plus, elle peut, le cas échéant, endiguer la rumeur, qui se traduit fréquemment par une « psychose », une surestimation de la criminalité réelle et des peurs qui y sont associées, et qui alimente le cercle vicieux du sentiment d'insécurité. Ses outils privilégiés sont les dialogues informels avec les résidents ou éventuellement la participation aux rencontres de l'association de quartier, par exemple.

Par conséquent, la police de proximité tente de (re-)construire, à partir de la base et au travers du quartier et des résidents, une politique de sécurité partenariale et adaptée aux réalités sociologiques locales. Elle n'a donc plus une vue sur la ville mais une vue au cœur de la ville. Jn



Crédit photographique: Tourisme neuchâtelois



pré-vues

Formation

Master interdisciplinaire en études du Tourisme (MIT)

Le Master Interdisciplinaire en études du Tourisme (MIT) est fondé sur l'idée que la compréhension des enjeux contemporains et futurs d'un phénomène aussi multidimensionnel et complexe que le tourisme implique la mobilisation coordonnée, dans une perspective inter- et transdisciplinaire, des différentes disciplines des sciences sociales, notamment l'anthropologie, l'économie, la géographie, l'histoire, la science politique, les sciences de la communication et la sociologie.

OBJECTIFS ET COMPETENCES

Le MIT vise à former les futurs cadres (analystes, experts, décideurs, gestionnaires) du secteur du tourisme et à leur donner les outils analytiques pour comprendre les défis actuels et futurs du tourisme en Suisse, en Europe et dans le Monde et y apporter des réponses pertinentes.

Que ce soit dans une perspective de praticiens ou de chercheurs en sciences sociales, le MIT a pour ambition de former les étudiants aux méthodes qualitatives et quantitatives, ainsi qu'à la réalisation d'enquêtes de terrain, de mandats et d'expertises scientifiquement informés.

PUBLIC CIBLE ET PERSPECTIVES PROFESSIONNELLES

Le MIT s'adresse à un large éventail de personnes intéressées par les enjeux du développement touristique en Suisse, en Europe et ailleurs dans le Monde. Il mène à des carrières variées dans des organismes aussi bien publics (administrations publiques nationales, régionales ou locales; organismes internationaux), que parapublics (organismes de promotion touristique, ONG et associations professionnelles) et privés (départements R&D des grandes entreprises touristiques, bureaux d'études) au sein des secteurs du tourisme, des transports, de l'aménagement du territoire, du développement régional, de l'urbanisme, ou encore de la culture et de l'événementiel. Par ailleurs, les étudiants peuvent également prétendre à des postes d'évaluation et d'expertise

INFORMATIONS : www.iukb.ch/mit

Christine Eden : mit@iukb.ch ou +41 (0)27 205 73 95

Colloque

8ème Rencontre franco-suisse des urbanistes

Interfaces & métropoles

Université de Lausanne – Vendredi 8 juillet 2011

Bâtiment Anthropole salle 1129

C'est à l'aide d'exemples concrets et de réflexions plus théoriques, que cette journée, animée par des praticiens et des chercheurs suisses et français de l'urbanisme, se propose d'enrichir l'actualité des échanges entre réseaux et territoires métropolitains.

Informations et Inscription :

<http://www.unil.ch/ouvdd>

Renseignements :

magali.henry@unil.ch



UNIL | Université de Lausanne
Institut de géographie

Editeur : IRIS-Ecologie



Toute correspondance est à adresser à l'

Observatoire universitaire de la Ville et du Développement durable,

Institut de Géographie,

Université de Lausanne,

Dorigny-Anthropole, CH-1015 Lausanne

www.unil.ch/ouvdd

Téléphone : ++41 21/692 30 70

Fax : ++41 21/692 30 75

Courriel : marcia.curchod@unil.ch

Tirage: 1'700 ex.

Ont collaboré à la rédaction de ce numéro : Marta Alonso (Ma), Antonio Da Cunha (Ac), Sandra Guinand (Sg), Magali Henry (Mh), Christian Kreis (Ck), Julien Niklaus (Jn), Frédéric Rey (Fr), Federico Schiffrin (Fs).

Impression : Institut de Géographie, Université de Lausanne